



Bulletin

UNION DÉPARTEMENTALE CGT ISÈRE



N°769

Octobre 2021

32 avenue de l'Europe - 38030 Grenoble cedex 2 - Tél. 04 76 09 65 54 - e-mail : accueil@cgtisere.org - site : ud38.reference-syndicale.fr

SOMMAIRE

2-3

LUTTES

- 5 bonnes raisons de manifester le mardi 5 octobre
- EDF pour les 32 heures
- Eustache et Oslaid à l'écoute du monde

4

VIE SYNDICALE

- L'enjeu de la continuité syndicale en partant à la retraite

5-6

SOCIÉTÉ

- Le Pass sanitaire : l'arme politique
- Le Plus Jamais Ça 38

7

INTERNATIONAL

- Afghanistan : CGT Isère solidaire et agissante !



ÉDITO

RELEVER LA TÊTE, LUTTER !



La période estivale qui a suivi le printemps des luttes n'a pas permis le repos face aux coups portés contre les droits des travailleurs-euses, des retraité-es, ou de la jeunesse... Le patronat et ses alliés n'ont pas abandonné leur objectif de mettre à terre les syndicats pour accélérer les grandes réformes du quinquennat Macron, sur les dossiers des retraites et de l'assurance chômage en particulier.

Ultime point d'orgue dans la division des travailleurs-euses : **l'instauration d'un pass sanitaire dans certains lieux et l'obligation vaccinale pour certaines catégories socio-professionnelles** pour contraindre, sans débat, les personnels à la vaccination. Avec comme conséquences, sanctions et démissions dans les hôpitaux, comme dans les bars, hôtels et restaurants, secteurs déjà fortement en tension.

A cela s'ajoute, dans un parfait alignement libéral des planètes, la facture du coût des mesures mises en œuvre (plan de relance, chômage partiel, exonération de cotisations patronales...) pour soutenir l'activité économique pendant la pandémie, cela en regard avec les « déficits planifiés » des caisses de sécu - qui ont à juste titre joué leur rôle d'amortisseur social d'un côté et manqué crûment de rentrées de cotisations de l'autre.

... Après des milliards de cadeaux et d'exonérations fiscales dédiés à la

finance et aux entreprises (le plus significatif étant l'impôt sur les sociétés qui sous le quinquennat Macron sera passé de 33,3% à 22%), ce gouvernement entend bien le faire payer aux français-es **en organisant un véritable hold-up sur les provisions des caisses de retraites (Agirc-Arcco en premier lieu) et en accélérant sa réforme antisociale sur l'assurance chômage**, qui, selon l'Unedic, conduirait à pénaliser 4 entrants sur 10 à Pôle emploi (soit 1,15 million de nouveaux inscrits) et ferait baisser leur allocation de 17 % ...

... Après les mobilisations sectorielles de septembre, **toutes les raisons sont réunies pour remettre au cœur des débats les perspectives de luttes et de victoires en s'attelant à gagner les salarié-es à la grève pour peser sur le patronat ...**

... Après la journée d'action des retraité-es le 1^{er} octobre ...

la journée de grève et de manifestation interprofessionnelle du 5 octobre, à l'appel de la CGT, FSU, FO et Solidaires, reste donc la prochaine grande étape, pour stopper la régression sociale.

Nicolas Benoit
Secrétaire général UD CGT Isère



Suivez-nous sur facebook :
www.facebook.com/CGT38/



<https://www.instagram.com/cgtisere/>

site internet :

ud38.reference-syndicale.fr

Directeur de la publication :
Nicolas BENOIT
Imprimé par nos soins

N° CPPAP
0226 S 05444
I.S.S.N. 1154-6670



5 bonnes raisons de manifester le mardi 5 octobre

1. EMPLOI

- ➔ Pour exiger la suspension des plans de suppressions d'emploi
- ➔ Pour le conditionnement des aides publiques au maintien et à la création d'emplois stables
- ➔ Pour exiger la création des emplois nécessaires pour répondre aux besoins dans les hôpitaux, les Ehpad... et dans l'ensemble de la fonction publique

2. AUGMENTATIONS DE SALAIRES

- ➔ Pour donner les moyens à toutes et tous de vivre dignement de leur travail et relancer l'économie via la consommation des ménages

3. DÉVELOPPEMENT DE L'INDUSTRIE

- ➔ Pour conditionner les aides publiques aux entreprises à des critères sociaux et environnementaux et en assurer leur contrôle par les représentants des personnels
- ➔ Pour maintenir et relocaliser les activités stratégiques sur le territoire
- ➔ Pour relancer la recherche et l'innovation à hauteur de 3 % du PIB

4. SERVICES PUBLICS

- ➔ Pour gagner des moyens pour les services publics de l'éducation, la santé, les transports, l'eau, l'énergie ... afin qu'ils répondent aux besoins de la population et aux défis de demain

5. CONDITIONS DE TRAVAIL

- ➔ Pour une baisse du temps de travail hebdomadaire
- ➔ Pour le droit à la déconnexion et à l'encadrement du télétravail
- ➔ Pour l'ouverture des droits à la retraite à 60 ans à taux plein
- ➔ Pour la reconnaissance de la pénibilité





Il y a plus de 2 ans, la CGT de DTG a initié une campagne de communication pour les 32h au sein de son unité. Cette campagne étant plébiscitée par les agents, certains collectifs de travail non compris dans l'accord ont émergé. Au total, ce sont les agents de 7 services qui ont effectué la demande d'intégration à la convention collective ouverte par l'accord local de l'époque. Lors des 7 comités de suivi de l'accord sur le temps de travail, la direction n'a fait aucune étude de faisabilité des réductions de temps de travail de 35h à 32h, elle est restée sur une position dogmatique de refus avec des arguments fallacieux qui n'entrent pas dans les conditions de l'accord national.



Suite à la dénonciation suivirent 15 mois de négociation, plutôt 8 du fait de la crise sanitaire, la position dogmatique de vouloir plus d'adaptabilité et de flexibilité impose des contraintes sur les agents sans compensation. L'accord alors proposé à la signature des OS, ne respecte pas l'article 16 du statut des IEG... et marque une régression sociale majeure par rapport à l'ancien accord. Bien évidemment, notre organisation syndicale ne peut cautionner ces reculs, mais malheureusement 2 syndicats régressistes (appelés officiellement réformateurs) ont immédiatement signé. Heureusement, la représentativité de ces syndicats étant trop faible, l'accord ne pouvait pas s'appliquer.



La direction piquée au vif, a décidé pour la première fois à EDF de lancer un référendum d'entreprise avec une seule question : « L'accord social DTG porte notamment sur la définition de nouveaux horaires et aménagements du temps de travail. Approuvez-vous cet accord, intitulé « accord social EDF Hydro DTG, portant sur l'adaptation des modes de fonctionnement et l'organisation de l'enjeu de transformation de DTG » ? »

Après une campagne marquée par de fortes pressions exercées par la direction et les syndicats signataires sur les agents pour répondre positivement à la question posée,

les résultats sont tombés : NON à plus de 65% sur 80% de votants !

En voulant s'adresser directement aux agents pensant que ceux-ci étaient plus malléables que les syndicats progressistes, la direction de la DTG s'est pris une grosse claque et a du mal à s'en remettre.

En effet, étant aidée par certains syndicats, elle était tellement sûre de la victoire du « oui », qu'elle ne sait pas quelle suite donner à ce camouflet.



Rudy Prepoleski - Secrétaire général du syndicat Energie Isère

EUSTACHE ET OSLAID À L'ÉCOUTE DU MONDE



L'enjeu de la continuité syndicale en partant à la retraite

De nombreuses.x syndiqué.e.s partent à la retraite chaque année mais beaucoup trop démissionnent de la CGT pensant qu'ils n'ont plus besoin de rester syndiqué.e.s.

Pourtant même si à la retraite elles/ils n'ont plus de lien avec leur entreprise ni avec la direction, de nombreuses revendications demeurent en tant que retraité.e et nous devons continuer de nous défendre sur des sujets de société tels que :

- la défense des services publics ;
- l'évolution du montant des pensions ;
- les questions de santé et de perte d'autonomie...

Qui mieux que des retraité.e.s pour défendre les revendications des retraité.e.s !

Une formation «être syndiqué.e à la retraite» va être dispensée en fin d'année 2021, nous invitons les sections à y inscrire les syndiqué.e.s proches de la retraite.

*i'y suis
i'y reste !*

pour continuer à me battre
pour plus de solidarité
je reste syndiqué !



Le 1^{er} octobre, les retraité.e.s seront mobilisé.e.s et dans l'action unitairement pour exiger de «bien vivre sa retraite».

Les organisations syndicales et associations ont décidé de porter les revendications des retraité.e.s ce 1er octobre, qui sera la journée internationale du « Bien vieillir ». Ne laissons pas la parole uniquement au gouvernement et à ses représentant.e.s. Mobilisons-nous pour l'augmentation des pensions (retraites de base et complémentaires), la protection sociale (santé, soins, prévention, recherche), et pour des services publics de proximité et de qualité.

Alors que le gouvernement remet en cause la Sécurité Sociale, les retraites, et s'attaque au pouvoir d'achat des retraité.e.s, il est indispensable que les retraité.e.s restent mobilisé.e.s comme ils ont su le faire aux côtés des active.f.s pour la défense des retraites.

Pour continuer ce combat nous avons besoin de retraité.e.s organisé.e.s dans la CGT et informé.e.s.

Nous comptons sur l'implication de toutes les sections d'active.f.s pour faire connaître l'USRI et parler de la continuité syndicale aux syndiqué.e.s devant partir prochainement à la retraite et celles et ceux qui viennent de partir.

N'hésitez pas à nous contacter à usr.cgt.isere@orange.fr

Yves RICHARD
Secrétaire de l'USRI

**JOURNÉE NATIONALE
DE MOBILISATION DES RETRAITÉ.E.S**

Vendredi 1^{er} octobre - MANIF

- Grenoble : 14h30 - Felix Poulat
- Bourgoin : 10h - place St Michel



Le Pass sanitaire l'arme politique !

Le système capitaliste ne s'est pas remis en question après la première vague. Il est pourtant la cause de la diffusion rapide du virus mais également des fortes inégalités ayant entraîné une différence de traitement et donc une augmentation du nombre de mort.e.s.

Bien au contraire, négligeant les alertes des scientifiques depuis des années sur l'apparition de ce type de pandémie, nos dirigeant.e.s ont conservé cette idéologie folle et destructrice du "business as usual" : il faut continuer comme avant, plus vite, faire plus de profits et surtout ne pas changer la structure même de nos économies.

Pire encore, grâce à cette peur (légitime) du virus, les gouvernements se permettent d'expérimenter des nouveaux outils de contrôle et de surveillance à grande échelle. Des outils dangereux qui risquent de tomber entre les mains de l'extrême droite.

Il est clair que si la vaccination est l'outil le plus efficace que nous ayons pour le moment contre le coronavirus, en revanche, le Pass sanitaire n'est pas une mesure scientifique mais une arme politique donnée au patronat.



médicale possible mais également pour endiguer la pandémie au niveau mondial.

La stratégie du gouvernement français est court-termiste, aveugle aux réalités médicales et répressive. Elle n'empêchera pas de nouvelles vagues ni de nouvelles pandémies, déjà prévues par les experts de l'OMS.

En revanche elle s'inscrit parfaitement dans la logique de casses des services publics, de précarisation à outrance et de surveillance de masse.

Cette pandémie nous apprend comment notre système politique actuel réagit aux crises : en refusant la critique et en augmentant la répression.



Au vu du nouveau rapport du GIEC, les crises telles que celle-ci vont se multiplier en fréquence et en intensité.

Sortir du capitalisme est donc une priorité, une urgence vitale pour l'humanité.

Thibaut
CGT CEA Grenoble



Non seulement son application est une violence sociale mais une couverture vaccinale importante à l'échelle d'un unique pays est un non-sens en termes épidémiologiques.

Le coronavirus mute, régulièrement, au gré du hasard. Plus il se multiplie, plus de nouveaux variants plus contagieux, plus dangereux ou résistants aux vaccins, risquent d'apparaître.

Il est urgent de vacciner le monde entier pour se prémunir de ces "nouveaux" virus. Pour le moment, des continents entiers sont en demande de vaccins, ils deviennent des réservoirs à variants qui transiteront tôt ou tard dans les pays vaccinés.

C'est pourquoi la levée des brevets est une priorité, non seulement pour permettre à tous-tes d'avoir accès à la meilleure protection



Plus Jamais Ça 38

Le 9 août dernier est sorti le 1^{er} volet du 6^{ème} Rapport du GIEC, consacré à l'observation du climat. Le précédent date de 2014. Rédigé par 234 auteurs de 66 nationalités différentes, il est le fruit de 3 ans de travail et de l'analyse de près de 14 000 articles scientifiques. Les 2^{ème} et 3^{ème} volets, consacrés aux conséquences du réchauffement et aux mesures d'adaptation possibles, seront publiés début 2022.

Ce qui ressort tout d'abord sans équivoque, c'est que l'activité humaine a réchauffé l'atmosphère depuis le début de l'ère industrielle (1750), et que ce réchauffement est d'une ampleur et d'une rapidité sans précédent. Chacune des quatre dernières décennies a été successivement plus chaude que toute décennie depuis 2000 ans, et probablement plus de 100 000 ans. Et ce réchauffement est dû essentiellement aux émissions de Gaz à Effet de Serre (GES), notamment le CO2 et le méthane.

Le rapport montre que la terre se réchauffe plus vite que prévu, et il est maintenant quasi sûr que nous atteindrons le +1,5°C par rapport à 1850 dès 2030. Toutes les régions du globe sont touchées, et on observe d'ores et déjà des événements climatiques extrêmes, comme cet été les méga-feux en Grèce, en Amérique, en Sibérie, les super inondations en Belgique et en Allemagne, à New York, la famine à Madagascar, le pic de chaleur énorme au Canada (+50°C !).

« Nous sommes entrés dans le dur, et cet été n'est qu'un avant-goût de ce qui nous attend si nous n'agissons pas dès maintenant. »

Christophe Cassou, directeur de recherche au CNRS et coauteur du rapport du Giec.

Plusieurs scénarios ont été modélisés, tenant compte de diverses hypothèses socio-économiques. Si l'on reste sur une politique proche de ce que nous connaissons aujourd'hui (augmentation des inégalités sociales, des progrès climatiques lents, une résurgence des nationalismes et des conflits régionaux), le réchauffement pourrait atteindre près de 3,5°C entraînant des effets catastrophiques.

Ainsi, il est d'une urgence impérieuse de changer très rapidement de modèle et de rompre avec le capitalisme, qui bousille les gens et la planète.

C'est dans ce contexte, et suite à la crise Covid, qu'une vingtaine d'organisations syndicales et associatives ont fondé le collectif Plus Jamais Ça, et convergent, convaincu que les réponses aux urgences sociales et environnementales doivent être construites ensemble pour, enfin, véritablement changer de système. Elles ont publié cet été un Plan de Rupture, proposant 35 mesures pour changer de société.

Vous pouvez le télécharger : <https://plus-jamais.org/wp-content/uploads/2021/08/plan-de-rupture.pdf>

En Isère, nous avons décliné ce plan localement avec une dizaine d'organisations*, en travaillant sur des propositions concrètes dans notre territoire.

Trois tracts 4 pages ont été produits :

- Le développement et la gratuité des transports publics, c'est maintenant !
- Pour des services publics et une protection sociale à la hauteur des besoins, dans tous les territoires !
- Quelle agriculture locale pour répondre aux besoins dans le territoire ?

Ces tracts seront prochainement présentés lors d'une conférence de presse et diffusés largement à travers nos réseaux respectifs.

Au-delà de ces réflexions revendicatives, le collectif se donne l'objectif de coordonner nos forces militantes sur des luttes, en particulier pour la défense et la promotion des services publics.

Laurent Terrier
Secrétariat de l'UD CGT 38



* CGT, Solidaires, FSU, Confédération Paysanne, ATTAC, Ensemble! Isère, Génération.s, France Insoumise, PCF



CGT ISERE

SOLIDAIRE ET AGISSANTE !

Notre CGT Isère mène de front, autant qu'elle le peut, tous les combats pour faire vivre nos revendications locales et nationales et nos idéaux universels.

Porter haut les solidarités internationales n'est pas que « l'affaire » de la Confédération Syndicale Internationale (CSI) ou de notre Confédération. La CGT Isère y prend modestement mais avec détermination toute sa place. Ce n'est pas une histoire de moyens mais de conviction et de volonté. Aujourd'hui, par des mots et des actes, elle œuvre pour le syndicalisme afghan (l'Union Nationale des travailleurs et Employés Afghan, NUAWÉ en sigle), pour les femmes afghanes, pour le peuple afghan.

Dès les premiers jours qui ont suivi le départ des troupes US, la CGT Isère a écrit au Maire de Grenoble, aux député.e.s et sénatrice.eur.s du département et plus largement aux médias. Pour les élu.e.s, parler des réfugié.e.s c'est bien, agir pour les accueillir concrètement et dans des conditions dignes, c'est mieux ! (voir le courrier ci-dessous).

Concernant les médias et pour illustrer le propos, je retiendrai RTL (national) à qui nous avons communiqué les coordonnées téléphoniques de notre camarade syndicaliste afghan Imamudin Hamdard et qui l'a longuement interviewé en direct de Kaboul. Et je me refuse à croire que c'est un détail ! C'est fort de ces témoignages médiatisés que la compréhension du drame qui se joue progresse, fort des pressions sur les élu.e.s et sur le pouvoir que les lignes peuvent bouger et que des réfugié.e.s peuvent être exfiltré.e.s. Avoir ainsi permis à des centaines de milliers d'auditeurs de France d'écouter l'intervention militante, courageuse et risquée de notre camarade afghan, est déjà en permettant de soulever, un peu, la chape de plomb, un acte concret de solidarité internationale.

Certes, notre camarade syndicaliste est toujours en grand danger à Kaboul (mais la CGT avec la CSI continue à œuvrer). Il est en grand danger comme le sont tous les démocrates, les athées, les agnostiques, les intellectuels, en grand danger comme le sont toutes les femmes et jeunes filles afghanes. Des femmes qui retombent sous le joug d'un ignoble régime fondé sur une conception



dévoyée de l'Islam. Le pays risque de basculer dans le chaos mais ELLES plus encore risquent de basculer dans la terreur. Déjà des croix sont peintes sur les maisons dans lesquelles « il y a des filles à marier », et déjà un décret peut les obliger à épouser un talib ! Et pourtant, aujourd'hui, bien que violemment réprimées, bon nombre de femmes manifestent régulièrement à Kaboul !

Elles savent qu'elles risquent toutes de se retrouver prises entre les mâchoires de la mort sociale sous abaya noire et niqab, ou pire encore pour certaines, entre celles de la mort physique par lapidation ou sous le fouet. L'Afghanistan « *l'un des pires pays du monde où naître pour une fille* » Fanzia Koofi (qui était la Vice-présidente de l'Assemblée nationale afghane). Bien sûr que nous militant.e.s, adhérent.e.s, sympathisant.e.s de la CGT, nous sommes en Isère et plus que jamais, aux côtés des féministes, des antiracistes et des défenseurs des droits humains.

Pour conclure cet article, juste quelques chiffres (source UNICEF) sur l'Afghanistan, pays situé à plus de 5 400 kms de Grenoble à vol d'oiseau :

- 39 millions d'habitant.e.s
- Filles inscrites à l'école primaire : 0% en 2001, 43% en 2002, 83% en 2018
- 49% des hommes adultes savent lire, 13% de femmes
- 58% des femmes sont mariées de force
- 1 crime sur deux de femmes n'arrive jamais à la barre d'un tribunal (en dépit des preuves fournies)

Solidaire ? Oui évidemment, quelle question !!!!

Jean-Jacques Guigon
Militant CGT Isère

Ancien conseiller confédéral à l'Espace « International »



Union Départementale CGT de l'Isère

Grenoble, le 24 août 2021

Monsieur le Préfet de l'Isère
Préfecture de l'Isère
12 place de Verdun - CS 71046
38021 Grenoble CEDEX 1

Objet : prise de position en faveur d'Imamudin HAMDARD

Monsieur le Préfet de l'Isère,

La situation sociale en Afghanistan s'est aggravée ces derniers jours avec la prise de contrôle du pays par les Talibans, provoquant l'exil forcé de nombreuses personnes et une forte inquiétude pour celles et ceux contraint.e.s à rester.

La CGT, comme l'ensemble de la communauté internationale, est très inquiète de cette situation mais aussi du sort qui sera réservé aux réfugié.e.s Afghan.e.s qui feront une demande d'asile en France et en Europe. En témoignage déjà les prises de position de dirigeants Européens, notamment en Pologne, Lettonie et Lituanie, sans compter celle du gouvernement Français par la voix du Président de la République.

L'Union Départementale de la CGT Isère souhaite, par ce courrier, attirer votre attention sur le cas particulier de notre camarade syndicaliste Afghan Imamudin HAMDARD qui est actuellement terré dans une cave à Kaboul avec sa femme et sa fille et se trouve en grand danger puisque syndicaliste, intellectuel, kafir (mécréant), militant pour les droits humains, les droits des femmes et acteur de l'éducation populaire. Tout ce que les talibans exécutent.

Imamudin HAMDARD est le responsable du secteur international de la NUAWÉ (Union Nationale des Travailleurs et des Employés Afghans). Il a également, avec sa famille, travaillé pour l'ambassade de France. Il a tenu un poste important au Centre Culturel Français de 2002 à 2009. Son père a été salarié de l'ambassade pendant 48 ans. Son frère, chauffeur à l'ambassade, a été tué dans un véhicule français par une roquette en 1992. Un deuxième frère a été conseiller militaire à l'ambassade de 2002 à 2019 avant de mourir de la COVID en 2020. Son frère aîné a été responsable de projets éducatifs et agricoles au sein de l'ambassade de 2002 à 2019.

Il a initié plusieurs demandes d'exil résiliées à ce jour sans suite favorable. Sa demande d'exil en France date de plusieurs mois. Aujourd'hui il s'agit d'une demande d'exfiltration sous protection (française et américaine). Il est réfugié dans une cave à Kaboul géographiquement à l'opposé de l'aéroport.

Avant reçu à ce jour les témoignages de solidarité d'organisations politiques, syndicales (CGT, CFDT, FO, CFTC), associatives et de représentants politiques, nous souhaitons à ce titre vous solliciter pour prendre position en faveur de Imamudin HAMDARD et sa famille et de demander son exfiltration par les services de l'Etat.

Nous sommes là pour lui comme des centaines, des milliers d'afghan.e.s dans l'urgence absolue. En effet Monsieur Nicolas Roche directeur du cabinet du ministre des Affaires Etrangères a déclaré hier (24 août) que si les Etats-Unis suivaient leur objectif de retrait total le 31 août cela veut dire que « notre opération se termine jeudi soir. Donc, il nous reste trois jours »

Dans l'attente d'une réponse que nous espérons favorable, et dans la disponibilité de vous rencontrer si vous le jugez nécessaire, veuillez agréer, Monsieur le Préfet de l'Isère, nos respectueuses salutations.

Nicolas BENOIT
Secrétaire général

**Militants,
adhérents,
ensemble
soyons
solidaires**

**Depuis plus
de 30 ans,
la Macif protège
l'activité
syndicale**

partenariat@macif.fr



Essentiel pour moi